

L'unité avec qui ? contre qui ?

On t'a dénoncé les « trotskystes » comme les diviseurs de la classe ouvrière et, par conséquent, s'ils ne sont pas les agents conscients du patronat, ils feraient du moins le jeu de celui-ci. Si les chefs socialistes et communistes nous combattent avec un acharnement qui devrait te sembler bien surprenant en raison de la disproportion numérique entre nous et leurs organisations, ce n'est pas parce que nous voulons « diviser » la classe ouvrière, mais parce que nous nous opposons à ce qu'eux unissent la classe ouvrière à ses exploités, opération qui n'a jamais servi et ne servira jamais qu'à permettre au capitalisme de maintenir et de renforcer ses positions dans le moment où il est le plus menacé.

Nous sommes contre l'union des ouvriers avec les patrons, contre l'union des victimes avec les bourreaux. Nous sommes pour l'union des travailleurs contre tous les exploités, qu'ils aient un masque fasciste ou un masque démocratique. Nous sommes contre ceux qui, par les vieux clichés comme « la France aux Français », alimentent le chauvinisme, la xénophobie, l'antisémitisme dont se nourrit en fin de compte le courant fasciste. Nous sommes avec les travailleurs immigrés et coloniaux qui sont les plus exploités et qui ont toujours, aux côtés des travailleurs de nationalité française, défendu courageusement les revendications de classe.

Du Front populaire à l'union sacrée, il n'y a pas d'obstacle, il n'y a pas de fossé infranchissable. Le 12 mars, Blum voulait la réaliser et Kérislis le qualifiait de « grand Français ». Jouhaux la réclamait comme en 1914, lorsqu'il partit pour Bordeaux et les travailleurs pour le front. Thorez l'acceptait volontiers et Daladier agissait dans le même sens, « ne voulant pas mettre les communistes dans le carnet B car ils voleraient à la frontière pour défendre la patrie ».

Si les capitalistes n'ont pas accepté l'union sacrée que Blum allait quémander auprès de Marin, d'Ybarnégaray, de toute la réaction parlementaire, leur refus de siéger avec les communistes au gouvernement n'avait pas un caractère définitif ; Flandin comme Callaux ont expliqué : le jour de la guerre, oui, mais pas avant, il serait dangereux d'user trop tôt cette formule.

Ceux qui, contre nous, manient le grand mot d'« unité ouvrière », d'« union des travailleurs », ont sans aucune équivoque possible, le 12 mars, montré que, tout en se chamaillant entre eux pour des questions subalternes, comme deux boutiquiers se disputent une clientèle, les partis de la II^e et de la III^e Internationale sont prêts à faire l'« unité » des travailleurs, sous l'uniforme, dans les casernes de la ligne Maginot et les tranchées, sous les ordres des maréchaux et des généraux de l'« armée républicaine », dont les trois quarts sont liés politiquement et organiquement à Duseigneur et à toutes les fripouilles fascistes, Pozzo di Borgo, Doriot, La Rocque.

Ils préparent tous en commun l'heure H de la mobilisation. Leurs divisions d'hier, les différends qui, demain encore, les opposeront, ce n'est que sur la façon de mieux préparer cette heure qu'ils portent.

Ils sont tous pour le maintien du service de 2 ans ; ils sont tous pour la militarisation de la jeunesse. Pour cette couche de travailleurs qui est particulièrement exploitée, qui a des salaires moindres, et presque aucun droit dans l'usine, leur seul souci est d'en faire de la bonne chair à canon.

Ouvrier, paysan, soldat de France ! La guerre pour laquelle ils te demandent, dès aujourd'hui des sacrifices, pour laquelle ils te demanderont demain ta vie, ce n'est pas ta guerre, c'est celle de tes exploités, aux prises avec d'autres pour un nouveau partage du monde. Ton intérêt n'est pas d'assurer leur victoire, ton intérêt est de provoquer leur défaite, de fraterniser avec les travailleurs « ennemis », de transformer leur guerre impérialiste en guerre civile pour le triomphe du socialisme.

La succession du Front populaire

La victoire de juin 1936 t'a été ravie beaucoup moins par la violence brutale des troupes du patronat que par l'indécision et la démoralisation suscitées dans les rangs ouvriers par les dirigeants du parti socialiste, du parti communiste et de la C.G.T.

Les 40 heures, les congés payés, les délégués, les contrats collectifs, c'est à l'occupation des entreprises, à ton action, que tu les dois. Le Front populaire a contribué à te les reprendre, à limiter tes droits, à préparer les lois scélérates de l'arbitrage et du « statut moderne du travail ».

Toutes les catégories de travailleurs n'ont plus aujourd'hui à enregistrer que des mécomptes de la part du Front populaire.

Tu le sais, et cependant tu hésites, de peur de faire le jeu du fascisme, à rompre avec le Front populaire, dont la succession se pose. Il n'est pas du tout vrai qu'il n'y ait le choix qu'entre le fascisme et le Front populaire. Pour vaincre le fascisme, tu dois rompre avec le Front populaire, franchement, sans équivoque, et redonner à ta classe son indépendance, sa volonté de combat, son ardeur révolutionnaire.

C'est le Front populaire, qu'il soit espagnol ou français, qui a la responsabilité de la situation tragique qui entraîne la débâcle en Espagne. L'ouvrier et le paysan espagnols ont manqué d'armes